

L'ÉTUDE DU RAPPROCHEMENT AVEC ISSY-LES-MOULINEAUX PROGRESSE

Tout au long du mois de mars, c'était au tour des associations et des habitants des deux villes d'échanger et de partager leurs idées dans le cadre de l'étude du rapprochement. Plus de 850 personnes ont ainsi partagé leurs idées, alors que de nouvelles réunions de projets vont être programmées après les vacances de printemps.

Après les 10 réunions publiques organisées en octobre et novembre derniers à Boulogne-Billancourt et à Issy-les-Moulineaux, auxquelles plus de 2500 habitants ont participé, plus de 80 réunions techniques ont eu lieu entre les services administratifs des deux villes pour étudier les quelque 500 questions posées sur le site internet dédié, sur les marchés et lors des réunions publiques.

Au mois de mars, près de 200 représentants d'associations, de commerçants, d'acteurs de la solidarité ou de la culture, 150 citoyens, et 500 représentants des instances de démocratie locale se sont réunis dans une douzaine de groupes de travail. Les citoyens volontaires ont planché sur

des chantiers thématiques autour des questions de finances, des transports et de la circulation, de la famille, de la sécurité et du cadre de vie.

Deux grandes exigences ont guidé ces moments de concertation. D'abord, la volonté d'étendre le meilleur des deux villes pour offrir aux citoyens une ville exemplaire du futur. Ensuite, identifier les opportunités de mutualisation entre les deux villes et les chantiers qui pourraient être envisagés quelle que soit l'issue de cette étude. Un élément commun est ressorti de ces rencontres : la proximité très forte entre les deux villes que ce soit sur le niveau de services, les tarifications ou encore les projets de modernisation et de développement pour apporter toujours plus de services à nos concitoyens.

Un rapport sera remis avant l'été aux deux conseils municipaux prenant en compte les apports de tous les groupes de travail, des réunions publiques et des réunions administratives. Les élus prendront alors une décision sur les suites à donner à cette étude d'ici la fin de l'année. Les journaux municipaux, les sites web des villes et le site consacré à l'étude sur le rapprochement relayeront bien sûr les prochaines étapes de celle-ci. ■

ENCORE PLUS DE 70 COMMUNES NOUVELLES CRÉÉES AU 1^{er} JANVIER 2017

De 36 658 communes il y a deux ans, la France est passée sous la barre des 35 500 communes au 1^{er} janvier de cette année avec plusieurs dizaines de fusions de communes qui ont donné naissance à des communes nouvelles.

Ces communes nouvelles concernent à la fois la fusion de petites communes rurales mais aussi de villes importantes comme à Annecy où la commune nouvelle regroupant 6 municipalités compte 128 000 habitants. Les communes nouvelles totalisent sur l'ensemble du territoire national plus d'un million et demi d'habitants.

Les réunions de travail déjà tenues

- Lundi 20 février 2017 regroupant les instances de démocraties locales
- Mercredi 22 février 2017 sur le thème des transports et de la circulation
- Mercredi 22 février 2017 regroupant les représentants de parents d'élèves
- Lundi 27 février 2017 regroupant les représentants de commerçants
- Lundi 27 février 2017 regroupant les associations culturelles
- Lundi 27 février 2017 regroupant les associations sportives et de loisirs
- Mercredi 1^{er} mars 2017 regroupant les associations solidaires et citoyennes
- Jeudi 2 mars 2017 sur le thème des finances
- Jeudi 2 mars 2017 sur le thème du tourisme
- Jeudi 2 mars 2017 sur le thème de la famille
- Vendredi 3 mars 2017 sur le thème de la tranquillité publique
- Mercredi 29 mars 2017 sur le thème du cadre de vie

Rapport d'activité du défenseur des droits par les délégués du 92

À la maison du droit le 14 mars, les délégués pour les Hauts-de-Seine ont présenté leur rapport d'activité, en présence de Nicolas Marguerat, conseiller municipal. En France, 450 délégués en métropole et outre-mer travaillent bénévolement pour cette institution du Défenseur des droits de l'Homme que préside Jacques Toubon. Les Hauts-de-Seine comptent 11 délégués, répartis dans 13 lieux, dont deux à Boulogne-Billancourt, Catherine Morbois et Claire Cornet, cette dernière étant également coordinatrice des délégués du 92. Toute personne s'estimant victime d'une discrimination (professionnelle, sociale, raciale...) ou considérant que les droits d'un enfant ne sont pas respectés peut s'adresser à ces délégués. « *Nous sommes impartiaux et menons nos vérifications auprès de toutes les personnes concernées.* » Le nombre de dossiers traités par chacun d'entre eux en 2016 était d'une moyenne de 150. Les réclamations « services publics » sont les plus nombreuses 93 % (retraites, allocations chômage, CAF...), celles relatives aux discriminations (5 %) et aux droits de l'enfant (2 %). De gauche à droite sur la photo : Marc Allaman (Nanterre) Loïc O'Murphy (Gennevilliers), Claire Cornet (Boulogne-Billancourt), Alain Tavernier (Courbevoie) et Anne Pardigon (Clichy-la-Garenne).

